

ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE
- Session publique du 1^{er} Octobre 2026

MOTION

Les Elu-e-s réaffirment leur soutien à la pêche professionnelle

Nous, Elu-e-s du Département réuni(e)s en session, tenons à ré-affirmer notre soutien à tous les pêcheurs professionnels de notre littoral catalan, qui constituent un maillon essentiel de l'économie locale et de l'identité maritime du bassin Méditerranéen.

L'explosion du prix du gasoil, les annonces récentes du plan de gestion Westmed applicables aux quotas de thon en Méditerranée sont les gouttes d'eau qui font déborder un vase de difficultés, déjà bien rempli.

La Présidente du Département des Pyrénées-Orientales avait écrit en juillet à la Ministre déléguée chargée de la mer, Catherine Chabaud pour rappeler que nous défendons la concertation et l'adaptation des réglementations aux spécificités de la pêche en méditerranée, en lagune et étang, indispensables à la survie des pêcheurs professionnels qui rencontrent des difficultés réglementaires, économiques et climatiques inédites.

Une approche différenciée, plus pragmatique, en concertation avec les professionnels concernés, est indispensable pour sauver les filières et encourager l'évolution des pratiques déjà amorcées pour construire une pêche durable en Méditerranée.

En tant qu'Elu(e)s du Département des Pyrénées-Orientales, nous avons souvent engagé des démarches de concertation avec les représentants des comités régionaux, départementaux et de prud'homie de la pêche professionnelle, notamment pour coconstruire le projet d'extension de la réserve marine Cerbère Banyuls ou partager le projet ambitieux de développement durable du port de Port-Vendres sur lequel le Département investit plus de 40 millions d'euros.

Nous avons également apprécié, en tant que partenaire institutionnel aux côtés de la Région, le travail constructif et le dialogue permanent menés avec tous les acteurs du contrat de Filière Pêche et pisciculture marine Occitanie, pour dessiner une vision commune de l'avenir de la pêche.

Ils sont des partenaires précieux, à l'écoute, soucieux de concilier impératifs de gestion des ressources et viabilité économique de leur activité.

Pour toutes ces raisons, le Département reste mobilisé aux côtés des pêcheurs professionnels et demande à ce que des réponses financières et de simplification administratives et réglementaires soient apportées en urgence par l'État afin qu'ils puissent travailler et vivre dans des conditions dignes et apaisées.